



Centre Meir Amit d'Information
sur les Renseignements et le
Terrorisme

Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien

2-8 mars 2011



"Les revendications juives sur Jérusalem sont fondées sur des inventions"- Khaled Mashaal prononce un discours à Khartoum en présence du Président soudanais, Omar al-Bashir (PALDF, principal forum du Hamas, 6 mars 2011)

Aperçu général

- Au cours de la semaine écoulée, deux impacts de roquettes ont été identifiés dans des terrains vagues en territoire israélien le 5 mars. Il n'y a eu ni blessés ni dégâts. En réponse, l'aviation israélienne a attaqué trois cibles terroristes. Un missile antichar tiré en direction d'un char de Tsahal été intercepté par un nouveau système israélien appelé Coupe Vent.
- Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu prévoit de soumettre une nouvelle solution au conflit israélo-palestinien comprenant un accord provisoire devant être mis en œuvre immédiatement. Des sources de l'Autorité Palestinienne et du Hamas ont exprimé leur opposition à ce projet.
- L'Autorité Palestinienne continue à œuvrer pour la reconnaissance internationale en vue d'un Etat palestinien. La Grande-Bretagne a modifié le statut de la délégation palestinienne, la transformant en ambassade.
- Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, en visite au Liban, s'est rendu dans la partie Sud du pays, notamment à la frontière libano-israélienne.

Principaux événements terroristes

Bande de Gaza

Tirs de roquettes et d'obus de mortier

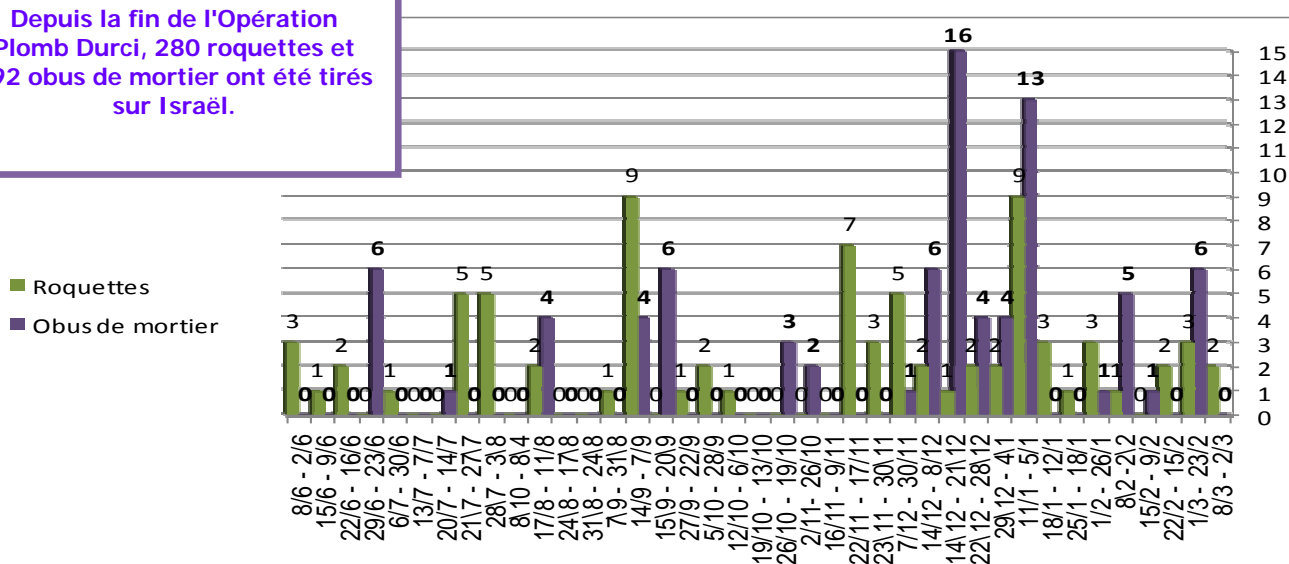
■ Au cours de la semaine écoulée, deux impacts de roquettes ont été identifiés dans des terrains vagues en territoire israélien le 5 mars. Il n'y a eu ni blessés ni dégâts.

Tir d'un missile antichar sur un blindé de Tshal

■ Le 1^{er} mars, un missile antichar a été tiré sur un char de Tshal qui effectuait des activités de routine près de la barrière frontalière au Sud de la bande de Gaza. L'engin a été intercepté avec succès par un nouveau système appelé Coupe Vent, qui l'a détruit avant qu'il n'atteigne son objectif. Coupe Vent est un nouveau système de défense active développé par Israël, qui identifie, dévie et empêche des missiles antichars d'atteindre leurs cibles.

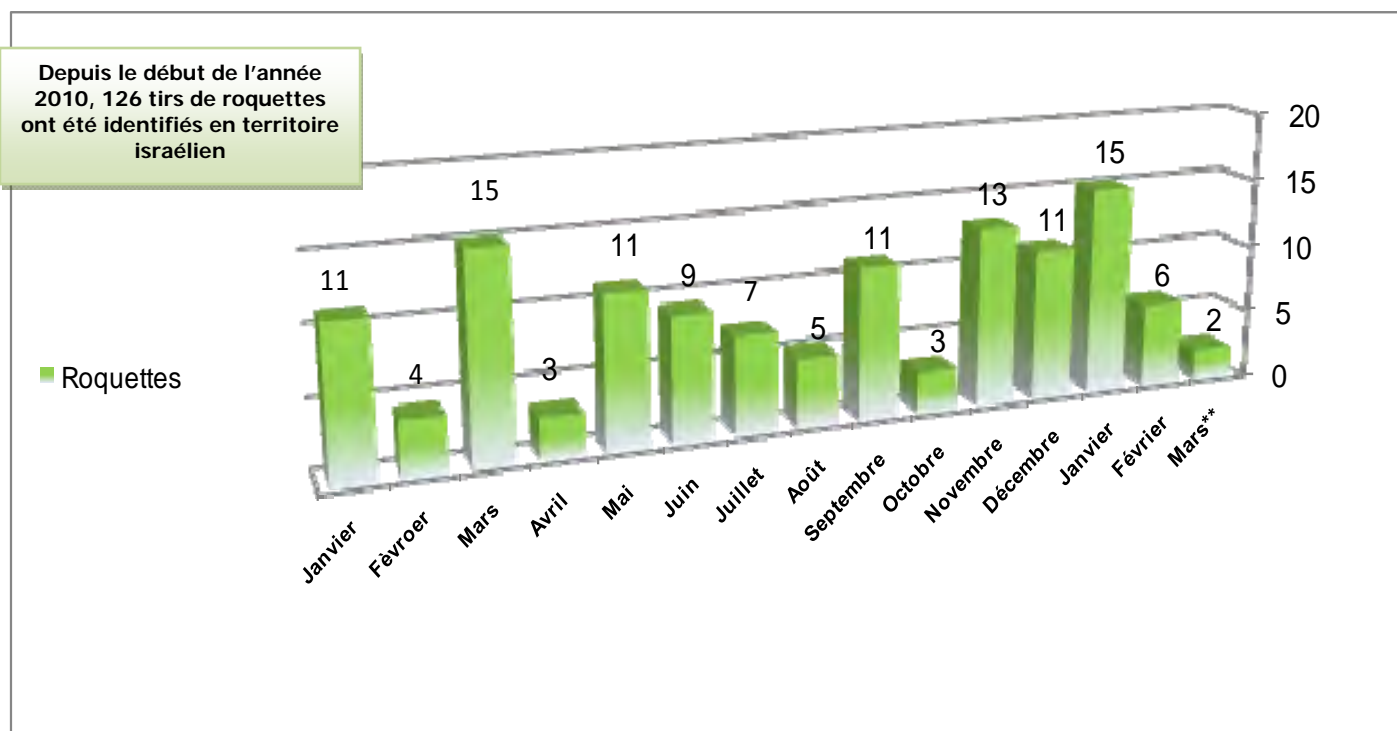
Roquettes et obus de mortier tirés en territoire israélien¹

Depuis la fin de l'Opération Plomb Durci, 280 roquettes et 192 obus de mortier ont été tirés sur Israël.

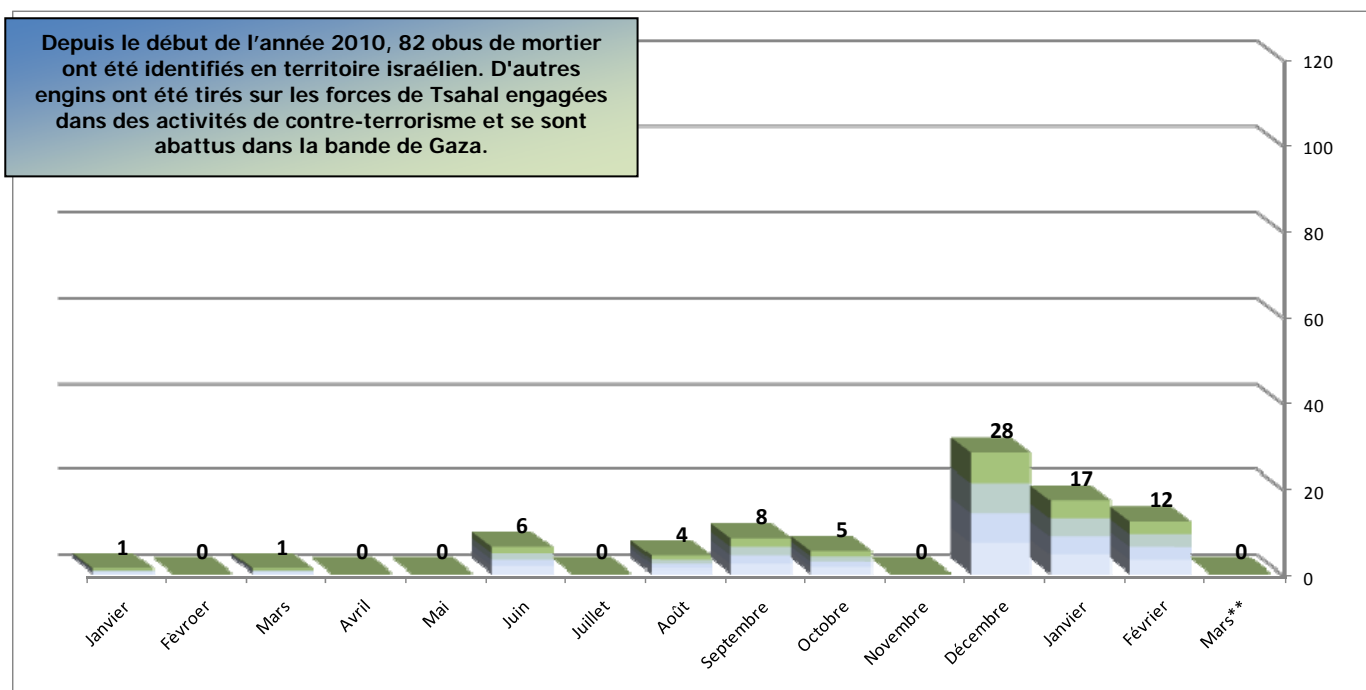


¹ Les statistiques n'incluent pas les obus de mortier tirés sur les soldats de Tshal patrouillant le long de la barrière de sécurité qui se sont abattus dans la bande de Gaza.

Tirs de roquettes en 2010, répartition mensuelle*



Tirs d'obus de mortier en 2010, répartition mensuelle



Frappes de l'armée de l'air israélienne

■ En réponse aux tirs de roquettes, l'aviation israélienne a pris pour cible, dans la nuit du 5 mars, trois objectifs terroristes dans la bande de Gaza, dont un tunnel destiné à l'infiltration de terroristes en territoire israélien pour y effectuer des attaques (Porte-parole de Tsahal, 6 mars 2011). Selon la presse, parmi les cibles visées se trouvaient deux positions des Brigades Izz al-Din al-Qassam dans les secteurs Ouest et Sud de la ville de Gaza (Agence France Presse, 5 mars 2011). Il n'y a eu aucun blessé (Agence de presse Safa et site Internet du JIP Paltoday, 5 mars 2011).

Le Hamas poursuit sa politique de retenue

■ Le Hamas continue sa police de retenue de tirs de roquettes. Le site Internet Al-Ahed a révélé l'existence d'une note interne envoyée par le chef de la police du Hamas, Abu Obeida al-Jerah, à tous les commandants de police de quartier et à d'autres fonctionnaires de police. Il y soulignait que le fait de tirer des roquettes sur les villes israéliennes était un "**délit sérieux**". Il a également chargé ses hommes d'arrêter tout individu qui tenterait de tirer des roquettes, de l'interroger et de le remettre aux services de sécurité interne du Hamas (Al-Ahed, 1^{er} mars 2011).

Jérusalem

Explosion d'une bombe à Jérusalem

■ Le 6 mars, une bombe a explosé dans une poubelle dans le quartier de Gilo. Deux passants ont été blessés, dont un gravement (NRG, 6 mars 2011).

Judée-Samarie

Situation sur le terrain

■ Les forces israéliennes de sécurité continuent leurs opérations de contreterrorisme en Judée-Samarie, arrêtant des Palestiniens soupçonnés d'activités terroristes.

■ Cette semaine également, les manifestations et émeutes ont continué dans les villages de Bila'in et Ni'lin. Des Palestiniens, des civils israéliens et des ressortissants étrangers se sont réunis pour jeter des pierres sur les forces de sécurité israéliennes, qui ont riposté par des actions anti-émeutes.

Développements dans la bande de Gaza

Situation aux terminaux

■ Cette semaine, entre 164 et 263 camions transportant des marchandises sont entrés chaque jour dans la bande de Gaza. Par ailleurs, plus de 800.000 fleurs destinées à l'exportation ont transité par les terminaux. Pour la première fois, 2,5 tonnes de tomates-cerises ont également été exportées par les terminaux (Site Internet du Coordinateur du gouvernement israélien dans les territoires, 1^{er} mars 2010).

■ Face aux attaques terroristes répétées effectuées au terminal de Karni, Israël a annoncé sa fermeture et le déplacement de son activité au terminal de Kerem Shalom. La mesure, prise pour des raisons de sécurité, a fait l'objet de protestations dans la bande de Gaza. Les routiers de la bande de Gaza ont ainsi annoncé leur intention de faire grève à partir du 6 mars (Al-Ayam, 3 mars 2011). En conséquence :

- Le porte-parole du Hamas **Fawzi Barhoum** a accusé Israël, déclarant que la fermeture du terminal de Karni signifiait le renforcement du bouclage israélien de la bande de Gaza.

- **Ziad al-Thatha**, ministre de l'Economie, a appelé la communauté internationale à intervenir et a exprimé le soutien de l'administration *de facto* du Hamas à toute activité de protestation contre la fermeture du terminal.

- **Ra'ed Fatuh**, Président du comité d'import des marchandises dans la bande de Gaza, a déclaré que les mesures prises par Israël augmenteraient les prix de transport des marchandises.

- **Un porte-parole de l'UNRWA** a également déclaré craindre que le déplacement du terminal ne mène à une augmentation du prix du transport des marchandises, ajoutant que le terminal de Kerem Shalom ne pourrait pas répondre aux besoins de la bande de Gaza (Filastin al-'Aan, 2 mars 2011).



Palestiniens manifestant contre la fermeture du terminal de Karni (Agence de presse du Hamas Safa, 7 mars 2011)

L'administration de facto du Hamas salue la position du nouveau ministre égyptien des Affaires étrangères

■ Nabil al-Arabi, le nouveau ministre égyptien des Affaires étrangères égyptien, a fait référence pour la première fois au traité de paix israélo-égyptien. Dans un article publié dans l'édition du 6 mars d'Al-Shuruq, il a sous-entendu que dans certaines conditions, l'Egypte pourrait révoquer son traité de paix avec Israël. A une autre occasion, il aurait affirmé, selon les médias palestiniens, que la paix entre Israël et l'Egypte a nui à la cause palestinienne. Il a également ajouté que le "blocus" par l'Egypte de la bande de Gaza violait la loi internationale (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 7 mars 2011).



Le nouveau ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil al-Arabi (Télévision Al-Arabiya, 6 mars 2011)

■ Le Hamas a salué les déclarations d'al-Arabi. Le porte-parole du Hamas **Sami Abu Zuhri** a qualifié ses positions "d'honorables" et a dit espérer qu'elles seraient mises en œuvre en pratique pendant le mandat du ministre des Affaires étrangères (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 7 mars 2011).

L'administration de facto du Hamas prend le contrôle des fonds et avoirs de la bande de Gaza

■ Des forces de police autorisées par le ministre de l'Economie de l'administration *de facto* du Hamas dans la bande de Gaza, ont pris le contrôle des actifs de la branche de la bande de Gaza du Fonds d'investissements de la Palestine (PIF).² Selon le ministre de l'Economie, le fonds est "la propriété du peuple", et, ainsi, le gouvernement doit le contrôler. La police du Hamas a également effectué un raid sur la Banque d'investissement de la Palestine pour retirer les actifs du Fonds. Après l'assaut, un nouveau conseil d'administration a été nommé par de l'administration *de facto* du Hamas (Al-Ayam, 2 mars 2011).

■ Parmi les actifs du PIF saisis par le Hamas se trouvent le bâtiment abritant le siège de l'UNRWA et d'autres organisations internationales. Des porte-parole du PIF ont protesté contre la saisie, la qualifiant d'illégale (Site Internet du PIF, 2 mars 2011).

Scène interne palestinienne

L'Autorité Palestinienne refuse de discuter d'un accord intérimaire

■ Ces dernières semaines, les médias israéliens ont annoncé que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu allait proposer un nouveau plan politique de résolution du conflit palestino-israélien. Apparemment, il s'agirait d'un **accord provisoire pouvant être mis en œuvre immédiatement**, contraire à la position préalable du Premier ministre israélien sur un accord permanent incluant les questions principales (Haaretz, 26 février et 2 mars 2011). En vue du discours du Premier ministre Netanyahu, le Quartet International a reporté la réunion qui devait avoir lieu en Mars (à une date inconnue) (Agence de presse koweïtienne, Mars 2011).

■ **En réponse, les hauts responsables de l'Autorité Palestinienne ont déclaré que l'AP ne discuterait pas d'un accord provisoire avec Israël**

● **Nabil Abu Rudeina**, le porte-parole de la Présidence, a déclaré que l'AP refusait "un accord de paix provisoire" avec Israël, ajoutant que toute solution qui n'inclurait pas le retrait israélien complet des territoires occupés en 1967, y compris de Jérusalem Est, était inacceptable (Agence de presse koweïtienne, 1^{er} mars 2011).

² Le Fonds d'investissements palestinien (PIF) est une société d'investissements palestinienne indépendante établie afin de renforcer l'économie locale par des investissements. Initialement, il appartenait à l'Autorité Palestinienne et est aujourd'hui une société dirigée par un conseil d'administration indépendant (Site Internet du PIF, 8 mars 2011). Ses biens dans la bande de Gaza sont estimés à des dizaines/centaines de millions de dollars.

■ **Yasser Abd Rabbo**, le secrétaire du comité exécutif de l'OLP, a déclaré que les Palestiniens refusaient de signer un accord de paix provisoire ou partiel avec Israël, ajoutant que tout accord devait être soutenu par des garanties internationales et inclure une solution pour toutes les questions principales, comme les territoires de 1967, Jérusalem et une solution au problème des réfugiés (Agence de presse koweïtienne, 2 mars 2011).

Les hauts responsables du Hamas soulignent leur opposition à un accord avec Israël

■ Les hauts responsables du Hamas continuent de critiquer la possibilité d'arriver à une solution au conflit par un arrangement avec Israël. **Khaled Mashaal**, le chef du bureau politique du Hamas à Damas, s'exprimant depuis Khartoum, a déclaré que le temps était venu de "tourner une nouvelle page" sans négociations avec Israël et sans négocier les "droits" des Palestiniens. Il a ajouté qu'il ne fallait renoncer à aucun centimètre de la "Palestine" ou au prétendu "droit au retour". Il a indiqué que les revendications juives sur Jérusalem étaient fondées sur des "inventions" de l'histoire qui passent sous silence la nature islamique et chrétienne de la ville (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 6 mars 2011).

■ **Khalil al-Haya**, membre du bureau politique du Hamas, a déclaré dans un discours prononcé dans la bande de Gaza, que tant que "l'occupation israélienne" existait, les relations des Palestiniens avec Israël seraient caractérisées par la "résistance" [cf., la violence et le terrorisme]. Il a ajouté qu'Israël était "un organisme étranger" au Moyen-Orient et était "momentané". Il a affirmé que le territoire de l'État d'Israël de la "mer [Méditerranée] au fleuve [le Jourdain] était terre arabe, islamique et qu'Israël n'avait aucun droit sur cette terre-là" (Site Internet du Hamas Palestine-Info, 3 mars 2011).

La Grande-Bretagne modifie le statut de la délégation palestinienne

■ Pendant la visite en Grande-Bretagne de Mahmoud Abbas, le Président de l'Autorité Palestinienne, **William Hague**, le ministre des Affaires étrangères, a déclaré que la Grande-Bretagne avait décidé de modifier le statut de la délégation palestinienne en Grande-Bretagne à celui d'ambassade, ajoutant que le changement entrerait en vigueur immédiatement (Guardian, le 7 mars 2011).

■ Dans le cadre des efforts diplomatiques des Palestiniens de s'attirer la reconnaissance internationale en vue d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, ces derniers mois, plusieurs pays européens et autres ont modifié le statut des délégations palestiniennes en ambassades, ou ont annoncé leur intention d'agir ainsi.



Mahmoud Abbas et l'ancien ministre britannique des Affaires étrangères Milibrand durant sa visite en Grande-Bretagne (Agence de presse Wafa, 8 mars 2011)

Développements à la frontière Nord

Visite du vice-ministre iranien des Affaires étrangères à la frontière israélo-libanaise

■ En visite au Liban, Hussein Farhi, le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, s'est rendu à la frontière libano-israélienne. Il a visité le secteur des **Fermes de Shebaa, le Mt. Dov et la Porte de Fatma**. Il a déclaré être fier de visiter un lieu devenu "un symbole de la lutte d'un peuple héroïque et fort" et a ajouté que cela prouvait le soutien du peuple libanais au Hezbollah (10^{ème} chaîne israélienne, 7 mars 2011).



Le vice-ministre iranien des Affaires étrangères en visite à la frontière libano-israélienne (Photo publiée avec l'aimable autorisation de la 10^{ème} chaîne israélienne, 7 mars 2011)